

[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

L'UE ne veut pas des armes britanniques, douche froide à Londres

Courrier international

4–5 Minuten

La présentation du plan “ReArm Europe” sur la défense européenne, mercredi 19 mars, a été accueillie avec une pointe d’amertume par la presse britannique. Depuis le retour de [Donald Trump](#) à la Maison-Blanche et son rapprochement express avec Moscou au détriment de Kiev, le Brexit semblait oublié. Londres, Paris et Berlin avançaient de concert, trident incontournable de la sécurité du Vieux Continent. Mais voilà que *“l’UE vient d’entuber le Royaume-Uni, et ce malgré les infatigables efforts diplomatiques”* du Premier ministre Keir Starmer, [se lamente l’hebdomadaire The Spectator](#).

En l’état, [l’enveloppe de 150 milliards d’euros d’emprunts proposée](#) par Bruxelles ne pourra être dépensée qu’auprès d’entreprises d’armement de l’[Union européenne](#). *“Ou de Norvège, en vertu de sa présence dans l’espace économique européen [auquel appartiennent aussi la Suisse, l’Islande et le Liechtenstein], et d’Ukraine, avec lequel l’UE a signé un ‘accord d’association’”*, précise le magazine eurosceptique. Les pays avec lesquels l’UE compte des partenariats de défense et de sécurité (Moldavie, Corée du Sud, Japon, Albanie, Macédoine du Nord, et à nouveau la Norvège) auront également accès aux marchés européens, selon ce texte.

Les Britanniques BAE Systems, Babcock International, Rolls Royce et Serco, parmi les 50 sociétés d'armement les plus puissantes au monde ? Sur le carreau.

La main de Paris

Cette exclusion, qui concerne également les États-Unis et la Turquie en l'état, *“est censée prémunir l'UE de la possibilité pour un État non-membre d'avoir son mot à dire sur l'utilisation des armes après leur vente”*, [explique le quotidien The Times](#). Une crainte alimentée ces dernières semaines par la multiplication des alertes [à propos de la dépendance des Européens aux systèmes de défense américains](#).

Derrière cette manœuvre, la presse londonienne fustige le manque de *“solidarité”* de Paris, selon les termes de *The Spectator*, en français dans le texte. *“C'est la France qui était à la barre pour privilégier cette approche 100 % UE”*, confirme *The Times*. *“Paris a obtenu une victoire”*, [prolonge The Guardian](#).

Pour le moment. Car les Vingt-Sept doivent se retrouver ce jeudi 20 mars à Bruxelles *“et certains pays comme l'Italie et la Pologne vont probablement dire leur désaccord au moment des discussions sur la finalisation du plan d'action”*, assure le quotidien de gauche.

Partenariat semé d'embûches

À ce stade, la seule solution pour Londres est de signer un partenariat de sécurité avec l'Union européenne. Le travailliste Keir Starmer, déterminé à resserrer les liens avec Bruxelles depuis son arrivée à Downing Street l'été dernier, s'est déclaré à plusieurs reprises ouvert au dialogue sur le sujet. Mais cet europhile convaincu *“ne semble pas comprendre la portée d'un tel accord”*, grince *The Spectator*.

“Bruxelles entend négocier le pacte dans le cadre de discussions plus larges qui incluraient [la migration](#), la liberté de mouvement et [les droits de pêche](#). Il va sans dire que les dirigeants européens s’attendent à obtenir des conditions qui leur seront favorables.”

D’après *The Times*, les Britanniques chercheraient dans l’immédiat à travailler avec certains pays européens sur l’achat bilatéral d’armements, en dehors du périmètre de l’emprunt assuré par la Commission. *“Il s’agirait là de contrer certains États membres comme la Hongrie, proche du Kremlin, qui seraient tentés de mettre leur veto sur l’allocation des fonds.”*

Ce 20 mars, le Premier ministre britannique reçoit par ailleurs à Londres les responsables militaires d’une vingtaine de pays disposés à assurer le maintien de la paix en Ukraine à l’issue du conflit. Morale de cette séquence, pour *The Spectator*, toujours prompt à égratigner l’UE : *“Vous voyez, M. Starmer, ces européens-là sont vos alliés, mais pas vos amis.”*